



# Penser le développement socialement soutenable

Jérôme Ballet, Damien Bazin, François-Régis Mahieu

DANS **REVUE DE PHILOSOPHIE ÉCONOMIQUE** 2022/2 (VOL. 23), PAGES 81 À 100  
ÉDITIONS **VRIN**

ISSN 1376-0971

DOI 10.3917/rpec.232.0081

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-de-philosophie-economique-2022-2-page-81.htm>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour Vrin.**

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# penser Le développement socialement soutenable

JÉRÔME BALLEt\*, DAMIEN BAZIN\*\*  
et FRANÇOIS-REGIS MAHIEU\*\*\*

## Résumé

La littérature économique s'intéresse aux enjeux du développement soutenable, mais elle aborde rarement le pilier social, car elle se concentre sur l'imbrication entre les piliers économique et environnemental. Quand il est pris en compte, le pilier social l'est comme interface qui facilite la jointure entre les deux autres. Les analyses économiques soulignent unanimement l'importance d'effectuer cette jonction, qu'il s'agisse d'évoquer les conditions de vie des populations ou l'acceptation sociale des transformations vers une transition écologique. Pourtant, les études consacrées au développement soutenable ne considèrent guère le social autrement que comme une simple interface. Le social doit trouver sa juste place dans les politiques économiques de développement soutenable. Pour cela, il importe de reconceptualiser ce pilier en le faisant entrer en résonance avec les thèmes à l'origine du développement soutenable. De nouvelles justifications se présentent alors pour des politiques publiques pensées jusque là en dehors du développement soutenable.

**Mots-clés :** Développement soutenable, Soutenabilité sociale, Société du risque, Politiques redistributives.

## Abstract

Economic literature shows a continuing interest in issues involving sustainable development, but rarely examines the social pillar, instead focusing on the interconnectedness of the economic and environmental pillars. When the social pillar is taken into account, its role is to facilitate this interconnectedness as an interface. With one voice, economic analyses make it clear that its connection to the other two pillars is important in terms of people's living conditions and the social acceptance of change in

---

\* Université de Bordeaux, CNRS, GREThA, France.

\*\* Université Côte d'Azur, CNRS, GREDEG, France.

\*\*\* Free, Fonds pour la recherche en éthique économique, FREE, France.

our journey towards ecological transition. Nonetheless, in studies devoted to sustainable development, the social pillar remains nothing more than an interface, and hence a place will have to be prepared for it in economic policies for sustainable development. To this end, we will have to return to a conceptualisation of the social pillar which embraces the origins of sustainable development. This in turn will offer new opportunities for public policies which have previously been viewed as unconnected to sustainable development.

**Keywords :** Sustainable development, Redistributive Policies, Risk Society, Social Sustainability.

**Classification JEL :** Q01, Q56, Z13.

## INTRODUCTION

Depuis le rapport *Halte à la croissance* du Club de Rome (Meadows *et al.* 1972), la question environnementale s'est largement immiscée dans le débat politique. Il s'agit principalement de déterminer si le développement, conçu sous l'angle de la croissance économique<sup>1</sup>, est compatible avec les limites que nous impose la biosphère (Passet 1996 ; Bourdeau-Lepage et Kebir 2010 ; Meadows 2013). La controverse actuelle sur le changement climatique et la réduction des émissions de carbone ne fait qu'amplifier le débat. Le rapport *Brundtland* (WCED 1987) a marqué une étape importante en proposant le concept de développement soutenable. Il reste cependant très ancré dans la vision du monde initié par le Club de Rome. Ce groupe de réflexion fait, en effet, valoir que la soutenabilité environnementale ne pourra être atteinte sans s'attaquer à la pauvreté. Le développement industriel et la croissance sont convoqués pour résoudre le problème (Robinson 2004). La définition désormais classique du développement soutenable issue de rapport *Brundtland* comme développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs, peut alors s'interpréter comme un problème d'arbitrage entre croissance économique et préservation de la Nature.

Certes, la genèse du développement soutenable qui a émergé à la suite de ce rapport semble un peu plus large puisqu'elle appuie l'idée d'un développement à trois piliers (économique, environnemental

1. L'assimilation du développement à la croissance économique est contestable et disputée depuis longtemps, voir Perroux (1961).

et social). Cette manière de concevoir les choses incite à envisager chaque pilier de manière séparée et à rechercher les interactions entre chacun d'entre eux (Lethonen 2004)<sup>2</sup>. Le développement soutenable reste pourtant souvent conçu comme un compromis entre le pilier économique et le pilier environnemental, et pour la majeure partie de l'opinion publique, le développement soutenable est assimilé à la protection de la Nature et à la recherche d'une conciliation avec développement économique. Le pilier social demeure le parent pauvre de cette représentation, soit parce qu'il est rejeté au nom de la priorité de la Nature chez certains préservationnistes (Daly 1996 ; Redford et Sanderson 2000 ; Locke & Dearden 2005 ; Daly et Farley 2010)<sup>3</sup>, soit parce qu'il est conçu comme imbriqué dans celui de l'environnement ou de l'économique (Sachs 1999 ; 2012)<sup>4</sup>, ne nécessitant alors pas de spécification.

Dans cet article, nous dépassons ce défaut de détermination. Dans la section suivante nous revenons sur les raisons de cette absence de spécification. Ensuite, nous rappelons les avancées que le pilier social, comme simple interface, permet malgré tout. Puis, finalement, nous proposons de passer de cette conception à une autre qui fonde le développement socialement soutenable et permet de reconsidérer les politiques associées au développement soutenable.

## 1. UNE ABSENCE DE SPÉCIFICATION

Selon Eizenberg et Jabareen (2017), le développement soutenable n'est que l'expression d'une projection de la société vers le futur vis-

2. Cette conception fait l'objet de critiques académiques (Figuière *et al.* 2018), mais demeure largement dominante.

3. Dans une longue tradition, les préservationnistes et les conservationnistes ont été opposés. Les préservationnistes décelaient dans la Nature un espace non souillé par l'homme où Emerson, Muir et Thoreau réfutaient l'utilitarisme économique comme paradigme dominant. Les conservationnistes (Clements, Forbes et Pinchot) valorisaient une démarche à forte valeur morale où les êtres vivants étaient syntones. Cette vision ne rejetait pas l'utilitarisme (pour les générations futures) mais dénonçait le gaspillage. Notre propos englobe ces deux courants. Ces dernières années, force est de constater que les organisations internationales (UNESCO, UICN) ont tendance à estomper la différence conceptuelle entre ces deux termes pour valoriser un objectif commun : celui de l'inquiétude écologique et de la qualité de vie. Pour une synthèse des enjeux philosophiques et politiques, voir Bergandi et Blandin (2012).

4. C'est précisément à ce type d'approches que Sachs (1999) s'attaque.

à-vis des risques qu'elle encourt aujourd'hui. Ces auteurs suivent en cela la thèse de Beck (1992) selon laquelle la modernité se caractérise depuis les années 1960 par la prévision et le contrôle des conséquences futures des actions humaines. Selon cette thèse, la société en prenant conscience des aléas qu'elle génère de manière endogène, devient de plus en plus accaparée par la gestion des risques. L'existence des risques globaux<sup>5</sup>, d'un point de vue spatial, mais aussi temporel en raison des irréversibilités, comme des effets en chaîne délétères, ne fait que renforcer ce besoin de prévision et de contrôle (Beck 2005).

Le rapport Brundtland (WCED 1987) peut ainsi être lu comme un rapport qui nous invite à maîtriser et réduire les risques qui pèsent sur nos sociétés. Il importe d'éviter les catastrophes écologiques et autres effets irrémissibles qui ne permettraient plus une vie authentique sur terre (Jonas 1990), au moins dans les conditions que nous connaissons aujourd'hui. Cependant, l'ancrage du débat dans une opposition entre développement économique et protection de la Nature concentre l'essentiel du problème sur les incertitudes associées au développement économique et industriel. Il est dès lors question de maintenir une activité économique compatible avec la protection de la Nature et de gérer les secousses et crises économiques impactant la société. De cette conception découle une discussion organisée autour d'un axe double.

1) Le premier axe concerne l'opposition entre soutenabilité faible et soutenabilité forte. Pour les tenants de la soutenabilité faible, les pertes en capital naturel peuvent être compensées par les avancées technologiques et il convient d'orienter la croissance vers des technologies adaptées à la préservation de l'environnement. Pour les tenants de la soutenabilité forte, les pertes en capital naturel peuvent être irréversibles et non compensables de sorte qu'il faut en finir avec la croissance en tant que telle (Beckerman 1995 ; Ayres *et al.* 2001 ; Neumayer 2003).

2) Le second axe renvoie à la définition du développement soutenable comme développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à

5. Selon la 13<sup>e</sup> édition du rapport du *World Economic Forum* de 2018, il est fait mention de 10 risques probables pouvant menacer le monde. Plus précisément : Les événements météo extrêmes, les désastres naturels, l'échec de la lutte contre le réchauffement climatique, la crise de l'eau, les cyber-attaques, la crise alimentaire, la disparition de la biodiversité, la crise migratoire, les catastrophes environnementales d'origine humaine et les conflits interétatiques.

répondre aux leurs. Il se focalise sur l'arbitrage entre la satisfaction des besoins des générations présentes et celle des générations futures. L'opposition se concentre sur l'effet de la croissance sur la satisfaction des besoins des générations présentes comparée aux risques encourus par les générations futures de ne pouvoir satisfaire les leurs si le capital naturel est trop dégradé (Vojnovic et Darten 2013 ; Roemer et Suzumura 2007).

Les deux axes s'articulent l'un à l'autre. Cette structuration du débat induit une lecture du pilier social par défaut, agencé autour de la réduction de la pauvreté et de l'acceptation sociale des changements technologiques.

## 2. LE PILIER SOCIAL DU DÉVELOPPEMENT SOUTENABLE : UN PILIER PAR DÉFAUT

Le pilier social du développement soutenable est envisagé la plupart du temps comme une simple interface entre les piliers économique et environnemental. De ce fait, le social s'apparente à un « fourre-tout » (Griessler et Littig 2005) qui inclut un ensemble d'éléments qui facilitent ou endiguent les imbrications entre les deux autres.

Les revues de la littérature de Griessler et Littig (2005), Vallance *et al.* (2011), Murphy (2012), convergent pour former deux grandes catégories d'analyse de ce pilier social : a) les analyses qui se focalisent sur la satisfaction des besoins vitaux, les conditions de vie, la pauvreté ; b) celles qui se centrent sur les aspects culturels auxquels les personnes accordent de la valeur dans la qualité de leur vie et qui représentent un frein ou au contraire qui permettent de revisiter leur relation à la Nature en devenant des atouts pour les changements de comportements. Le pilier social est ainsi conçu, d'une part, à partir des combinaisons entre les conditions de vie et les préoccupations environnementales ; et d'autre part, à partir de l'acceptabilité sociale des transformations et des modifications comportementales.

### 2.1. *Conditions de vie, préoccupations environnementales et croissance pro-pauvre*

La première catégorie d'analyses du pilier social (comme interface) se centre sur la satisfaction des besoins fondamentaux et la pauvreté. Dans les pays en développement, les ressources

naturelles constituent une source majeure de revenu pour les populations rurales (Gilmour *et al.* 2004 ; Ouedraogo et Ferrari 2015 ; Peluso *et al.* 1994 ; Scherr 2000). La pauvreté contraint alors ces populations à adopter un comportement prédateur sur les ressources (Freundenburg et Gramling 1994), de sorte qu'un cercle vicieux des interactions pauvreté-dégradation des ressources naturelles se tisse (Jehan et Umana 2003 ; Nord 1994 ; 2009). La pression sur les ressources naturelles s'explique ainsi en partie par la pauvreté. Les politiques de gestion des ressources naturelles échouent aussi du fait de leur incapacité à modifier la trajectoire des conditions de vie des populations (Sternier et Coria 2013)<sup>6</sup>.

La pauvreté, toutefois, ne représente pas qu'une entrave au développement soutenable dans les pays en développement. Elle impacte aussi les pratiques des populations au Nord. En effet, dans ces pays, si le consentement à payer pour des technologies vertes est globalement élevé (Roe *et al.* 2001), il peine à se transformer en acte. La pauvreté en est une des raisons. Crabtree (2006) met en évidence dans le cas de l'Australie que la pauvreté ralentit l'adoption de technologies vertes électriques et autres « technologies propres » ainsi que le recyclage des déchets. Burningham et Thrush (2003) concluent dans le même sens sur les technologies vertes de chauffage domestique. Balcombe *et al.* (2013) convergent vers ces résultats dans le cas du Royaume-Uni. L'adoption de technologies vertes constitue un coût en capital que les ménages ont du mal à couvrir, et ce malgré les aides du gouvernement. Scarpa et Willis (2010), Gadenne *et al.* (2011) relèvent que le coût de ces technologies représente une barrière à leur adoption, même pour les individus qui possèdent des préférences pro-environnementales.

Bien sûr, dans les pays émergents le problème est saillant, comme dans le cas de l'Inde (Luthra *et al.* 2015), de la Chine (Zhang *et al.* 2011) ou de la Corée du Sud (Yoo et Kwak 2009).

Cette première catégorie d'analyse suggère que la croissance par le biais d'un effet de ruissellement, réduisant progressivement la pauvreté, permet l'adoption de comportements plus vertueux à l'égard de l'environnement. Une croissance pro-pauvre est le remède (Kakwani et Pernia 2000 ; Kraay 2006), combinant par exemple un

6. On peut admettre qu'en ce sens les *Objectifs du développement durable* sont une forme de réponse à ce problème.

développement agricole compatible avec une restriction de l'usage des ressources naturelles (Dorward *et al.* 2004 ; Kydd *et al.* 2004).

## 2.2. *Acceptation sociale, incitations et préférences*

La seconde catégorie d'analyses du pilier social comme interface s'interroge sur l'acceptation sociale du changement. Au-delà de la lutte contre la pauvreté, l'acceptation sociale des transformations nécessaires à la réalisation d'un développement soutenable demande de rechercher les déterminants socioculturels des modes de vie et les incitations économiques qui permettent de les modifier. L'acceptation sociale ne se résume pas à réduire la pauvreté, elle présume un changement dans les rôles sociaux que les personnes acceptent d'endosser (Vatn 2009). Sans une double transformation socioéconomique et socioculturelle, le pilier social du développement soutenable peut devenir une bride majeure à la réalisation de ce dernier.

En effet, un risque demeure que les mesures destinées à favoriser le développement soutenable soient interprétées comme des sanctions, provoquant une opposition catégorique. Bhatti et Dixon (2003), mais aussi Burningham et Thrush (2003) mettent ainsi en évidence que l'accroissement des taxes sur le fioul pour le chauffage domestique, voulue par le gouvernement au Royaume-Uni pour modifier la trajectoire de consommation énergétique de manière compatible avec la lutte contre le changement climatique, n'a pas été perçue comme telle par les agents économiques mais comme un obstacle pour chauffer leur logement. Le mouvement de protestation des « gilets jaunes »<sup>7</sup> en France à la suite de la hausse des taxes sur le diesel pour les véhicules en est une autre illustration. Cette mesure prise par le gouvernement français au nom de la transition écologique est perçue comme une atteinte au pouvoir d'achat ; la question environnementale n'étant absolument pas évoquée. De ce point de vue, deux types de résistances complémentaires sont analysés : ceux qui relèvent de représentations fallacieuses des technologies vertes ; ceux qui examinent l'inertie dans les modes de vie et les préférences pour le *statu quo*.

La première barrière à l'acceptation des transformations nécessaires pour viser un développement soutenable concerne les représentations

7. Mouvement social spontané datant d'octobre 2018 et relayé par les réseaux sociaux valorisant les appels à manifester. Ce mouvement citoyen s'est initialement révolté contre la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE).

trompeuses que les consommateurs ont parfois des technologies vertes. Par exemple, les logements *eco-friendly* sont considérés moins esthétiques, plus petits, peu pratiques (Neuman 2006). L'adoption de véhicules à propulsion électrique se heurte à une représentation négative de la technologie et à l'idée que cette technologie n'est pas fiable, ni parfaitement substituable (autonomie des batteries, temps de recharge, translation de la pollution du pot d'échappement vers la centrale nucléaire, extraction d'éléments rares, notamment) (Egbue et Long 2012). L'adoption de l'électricité verte, de son côté, est aux prises à une croyance qu'elle est de moins bonne qualité (Ozaki 2011). Les consommateurs pensant que les flux électriques ne sont pas réguliers. Or, comme le mettent en évidence Nomura et Akai (2004) dans le cas du Japon, le consentement à payer pour ces technologies est plus élevé quand les individus estiment que ces technologies sont efficaces.

La seconde barrière à l'acceptation des changements renvoie au *statu quo, exempli gratia* le fait que les individus préfèrent rester dans une situation plutôt que d'en changer, même si la nouvelle situation leur est plus favorable. Cet obstacle renvoie à un phénomène psychologique de préférence pour l'inaction (De Brigard 2010). En effet, l'atonie des modes de vie peut devenir une entrave face aux politiques publiques qui tentent de modifier les comportements. Clark (2005) fait valoir qu'une politique de hausse des tarifs de parking à l'intérieur d'une ville, destinée à accroître l'usage des transports publics, a produit des effets pervers et inattendus ; les individus ont eu tendance à faire davantage leurs achats dans les centres commerciaux en dehors de la ville, là où les parkings sont gratuits (la pollution étant globalement augmentée du fait de la distance allongée). Eskeland et Feyzioglu (1997) ont montré que la politique de la ville de Mexico consistant à bannir, un jour par semaine, pour chaque ménage, l'usage de leur voiture afin de réduire la pollution de l'air l'a plutôt aggravée. Les ménages qui le pouvaient ont acheté une seconde voiture de substitution, mais généralement peu chère, plus vieille et plus polluante. Ces études de cas illustrent la difficulté à provoquer des changements de comportements. Il peut certes s'agir d'un calibrage des incitations qui ne sont pas suffisantes pour modifier les comportements. Il se peut cependant que même de bonnes incitations ne remplacent pas de bons citoyens (Bowles 2016). Dans un certain nombre de domaines, comme le fait de réduire sa consommation énergétique, les mesures gouvernementales n'ont

pas d'incidence sur le choix. Ce sont les préférences plutôt que les incitations qui poussent au changement (Gadenne *et al.* 2011).

Cette seconde catégorie d'analyses plaide plutôt pour des politiques d'information et de sensibilisation, les incitations et taxations s'avérant peu efficaces (Ballet *et al.* 2004 ; 2007).

### 3. PRENDRE AU SÉRIEUX LA DIMENSION SOCIALE

Penser le pilier social comme une interface revient cependant à le concevoir par défaut et non pour lui-même ; ce qui provoque un biais par rapport à un enjeu fondamental qui s'exprime par la question : quel type de société désirons-nous ? (Davidson 2009 ; Boström 2012). Du point de vue du choix des politiques publiques, un biais de mise en œuvre est fort probable puisque la dimension sociale n'est pas pensée pour elle-même (Murphy 2012).

Le pilier social incarne certes, une interface entre le pilier économique et le pilier environnemental, mais il est plus que cela. En revenant aux origines du développement soutenable, il doit être envisagé à partir des risques qui y sont associés.

#### 3.1. *Considérer les risques sociaux*

Nous avons discuté précédemment des fondements du développement soutenable, en particulier l'ancrage de ce concept sur la question du risque, question inhérente aux sociétés modernes dont le développement provoque des risques endogènes, contrairement aux sociétés traditionnelles pour lesquelles le risque est plutôt exogène (Beck 1992). Le développement soutenable se focalise davantage sur les risques associés à l'arbitrage entre développement économique et protection de la Nature. Il oublie de tenir compte des risques sociaux. Ces derniers sont multiples : conflits civils et militaires, vagues migratoires, disettes et famines, *etc.* D'ailleurs, les injustices économiques, environnementales et sociales se combinent généralement (Cole et Foster 2001). Les migrations climatiques massives sont certes une conséquence du changement climatique (McLeman et Smit 2006 ; Beine et Parsons 2014) mais sont en outre articulées avec une incapacité sociale à prévoir des solutions locales de mitigation (Laukkonen *et al.* 2009) et sont corrélées aux inégalités sociales (Cutter *et al.* 2003 ; Thomas *et al.* 2013).

Ces exodes sont eux-mêmes une source de tensions quand les migrants issus de zones rurales s'agglutinent dans les zones urbaines incommodes et difficilement gérables (Barrios *et al.* 2006 ; Reuveny 2007). Cohen *et al.* (2013) soulignent à cet effet les relations entre changement climatique, migration ou déplacement forcé et concentration des populations dans les quartiers-bidonvilles insalubres au Mexique<sup>8</sup>. De même, les conflits autour de l'eau renvoient à des incidents environnementaux étroitement connectés avec les aspects économiques, mais reflètent surtout un phénomène de clivage social, à l'image de l'assèchement de la mer d'Aral (Micklin 2007), où les choix en matière d'aménagement hydrologique, favorisant la culture irriguée, ont provoqué en contrepartie l'assèchement de la mer et la disparition de l'activité de pêche pour un grand nombre de personnes. Des populations ont été sacrifiées, leur activité de pêche, principale source de revenu, ayant été condamnée du fait de l'aménagement, ce qui en retour a provoqué une forte migration (Small et Bunce 2003). Ces exemples illustrent que les choix de développement économique pèsent autant sur la Nature que sur les équilibres sociaux. Les aléas sociaux constituent une menace majeure sur le développement soutenable et ne pas les prendre en compte est un défaut fondamental de la conceptualisation de cette notion.

Au contraire, les considérer avec sérieux implique une révision de la manière dont les politiques publiques en faveur du développement soutenable doivent être réfléchies.

### 3.2. *De la dimension sociale à la soutenabilité sociale*

Les analyses précédentes soutiennent des mesures qui tiennent compte du social, car s'il n'est pas correctement appréhendé (acceptation sociale et pauvreté), il peut devenir un frein à l'adoption de comportements favorables à la soutenabilité. Ces analyses convergent vers des politiques publiques qui combinent ciblage de la croissance vers les populations les plus pauvres, information et sensibilisation. Elles ne se posent néanmoins pas la question de la soutenabilité du socle social.

8. La littérature spécialisée évoque le terme de « gentrification » lorsque l'on empêche le retour des plus démunis sur leur lieu de résidence suite à une catastrophe naturelle. Il est admis désormais que des événements naturels peuvent provoquer des processus de racialisation des espaces urbains qui se révèle être *in fine* une territorialisation de l'exclusion. Pour une synthèse sur les migrants climatiques, lire Guillon 2019.

Considérer la soutenabilité du socle social ne revient pas à maintenir le social ; social entendu ici dans le sens des traditions, des valeurs culturelles et des pratiques auxquelles les agents accordent de la valeur. Après tout, il est possible de vouloir conserver des modes de vie organisés autour d'un habitat dans des villes à faible densité de population au km<sup>2</sup>, donc relativement étalées, de l'usage de l'automobile, d'une consommation d'eau sans restriction, etc., autant de caractéristiques qui rendent précisément notre mode de vie insoutenable. Il ne s'agit donc pas de valoriser le social en soi, mais plutôt de considérer le social comme un élément à part entière dans le processus de convergence vers la soutenabilité.

En revenant aux origines du développement soutenable, origines ancrées dans la notion de risque et de sa gestion, et en appliquant ce même schème à la dimension sociale, il faut convenir que la dimension sociale est elle aussi vulnérable aux choix que nous faisons, y compris les choix en faveur d'un développement soutenable. Comprendons la vulnérabilité du social à partir de la vulnérabilité des individus, mais aussi celle de la société dans son ensemble (Ranci 2009), la fragilité des individus n'étant pas déconnectée de celle de la société (Corcuff 2002). Il est temps de s'interroger sur les risques liés au pilier social et en contrepoint sur les politiques qui les réduisent.

Nous proposons une grille de lecture des risques (et par conséquent des vulnérabilités des individus et de la société) qui se construit autour de trois types d'enjeux sociaux : l'équité, la sécurité et la cohésion sociale. Chacun de ces enjeux est relié à une politique singulière (figure 1) et permet de dépasser les conclusions en matière de politiques associées au pilier social comme une simple interface.

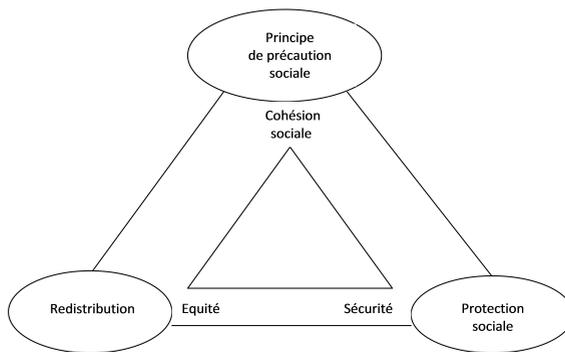


Figure 1 : Le triangle du développement socialement soutenable (Source : Auteurs)

Le premier enjeu social est relatif à l'équité. L'équité est l'enjeu le plus discuté dans la littérature économique sur le pilier social du développement soutenable (Jabareen 2008). Les travaux sur la justice environnementale ont largement signalé que les dimensions environnementales et sociales sont intimement liées (Schlosberg 2007). Les inégalités sociales permettent de saisir au moins partiellement les inégalités environnementales (Bazin 2019 ; Pellow 2000). Les sites de déchets polluants, les incinérateurs, etc., se trouvent plutôt dans des zones habitées par les populations les plus défavorisées. Au contraire, les populations les plus avantagées se situent de préférence dans des zones avec des aménités environnementales positives (Cole et Foster 2001 ; Pastor *et al.* 2001 ; Mohai *et al.* 2009). Les conséquences des pollutions sur la santé sont largement documentées, mais surtout ces travaux montrent qu'elles touchent les populations les plus défavorisées (Brulle et Pellow 2006) ; et le changement climatique accroît l'imbrication entre inégalités sociales et environnementales (Noyes *et al.* 2009). D'ailleurs, globalement, les inégalités sociales sont au cœur des enjeux climatiques (Mearns et Norton 2010).

En traitant des inégalités et pas seulement de la pauvreté ou des besoins fondamentaux, la dimension sociale prend une autre ampleur. Il ne s'agit plus seulement de se demander dans quelle mesure la pauvreté nuit à la soutenabilité, mais d'interroger la soutenabilité sociale de nos sociétés à travers les effets en termes de vulnérabilité que les inégalités génèrent sur les individus comme sur la société elle-même. Des analyses associent d'ailleurs d'ores et déjà la soutenabilité sociale à la question des inégalités (Jetin 2009 ; Adamczewski *et al.* 2011 ; Ballet *et al.* 2011). Tandis que dans une conception de la dimension sociale comme interface la croissance, grâce à un effet de ruissellement, peut résoudre le problème ; les inégalités appellent à des politiques redistributives. D'ailleurs, l'effet de ruissellement de la croissance est loin de fonctionner dans une économie où les inégalités sont fortes et les interactions complexes entre les termes du triangle croissance-inégalités-pauvreté (Adams et Richard 2004 ; Bourguignon 2004) ; les inégalités modifiant l'effet de ruissellement de la croissance. Cela plaide plutôt en faveur d'une politique de redistribution pour permettre la transition vers un développement soutenable (Bardhan 1995 ; Lipton et Ravallion 1995 ; Ravallion 2013). Des politiques redistributives qui atténuent les inégalités sociales peuvent ainsi participer directement

à la soutenabilité. Elles y contribuent aussi plus indirectement en réduisant les risques sur la sécurité des populations et en assurant une cohésion sociale minimale.

Le deuxième enjeu concerne la sécurité des populations, sécurité entendue au sens de protection contre les risques sociaux en tant qu'objectif prédominant du développement (Fiszbein *et al.* 2014). La protection sociale possède des effets significatifs sur les conditions de vie des populations et leur permet d'éviter de tomber dans une trappe à pauvreté (Barrett *et al.* 2016). Or, comme nous l'avons souligné précédemment, la pauvreté est un facteur de dégradation de l'environnement. Agir à l'encontre de la pauvreté par une politique de protection sociale participe à la préservation de l'environnement. De ce point de vue, les nouvelles politiques sociales adaptatives qui articulent la protection sociale avec les événements climatiques et environnementaux font preuve d'une certaine efficacité (Davies *et al.* 2013). Plutôt que de lutter contre la pauvreté grâce à la croissance, il importe de mettre en place des mécanismes de protection sociale qui évitent aux individus de tomber dans la pauvreté en cas de chocs.

Le troisième enjeu porte sur la cohésion sociale. La cohésion sociale est le pendant positif du conflit social. Différentes politiques participent à la cohésion sociale, notamment les politiques qui s'articulent autour des ressources sociales ou du capital social<sup>9</sup> au sein d'une société (Stein 1976 ; Colletta *et al.* 2001 ; Portes et Vickstrom 2011). Le capital social contribue à la préservation de l'environnement en facilitant la convergence des comportements en cohérence avec des normes communes de gestion soutenable des ressources naturelles (Pretty 2003). La relation entre capital social et gestion soutenable des ressources naturelles est cependant sujette à de nombreuses controverses, celui-ci pouvant prendre des formes perverses vis-à-vis de la soutenabilité environnementale (Ballet *et al.* 2007). Quoi qu'il en soit, la gestion de l'environnement est source de contestations, différents groupes pouvant chercher à s'accaparer le contrôle des ressources (Yasmi *et al.* 2006). Plus globalement, le changement climatique, la dégradation de l'environnement et les luttes armées sont liés les uns aux autres (Urdal 2005 ; Raleigh et Urdal 2007). La cohésion sociale interagit avec les autres enjeux de la soutenabilité sociale. D'un point de vue des politiques publiques, et étant donnée l'ambiguïté

9. Pour une solide synthèse sur le capital social, lire Ponthieux (2006).

du rôle du capital social, il est moins question de promouvoir une politique de cohésion sociale que de mettre en œuvre une politique de précaution sociale, c'est-à-dire une politique qui évite la dégradation de la cohésion sociale (Ballet *et al.* 2005 ; 2013). Instiller la précaution sociale dans les politiques publiques revient à se demander quels sont les effets potentiels des politiques économiques et environnementales sur la cohésion sociale. De ce point de vue, la croissance n'améliore pas forcément les choses, elle peut même exercer un effet pervers sur les ressources sociales (Frey 1994). De même que le principe de précaution s'est progressivement imposé dans les politiques afin d'éviter des destructions irréversibles sur la Nature (Sunstein 2005 ; O'Riordan 2013), la précaution sociale vise à élaborer un principe de précaution sur le social (Ballet *et al.* 2005 ; 2013). La précaution sociale vient ainsi compléter les politiques de redistribution et de protection sociale.

Les trois risques identifiés (iniquité, insécurité, fragmentation sociale) trouvent leur pendant dans des politiques qui visent ainsi à passer d'une vision où le pilier social est conçu comme une interface à une perception où le développement soutenable exige que la dimension sociale du développement soit elle-même soutenable.

## 5. CONCLUSION

Les travaux antérieurs sur la soutenabilité, en considérant le pilier social comme une interface, ont mis en évidence l'importance de la croissance pro-pauvre et des politiques de sensibilisation et d'information. En revenant aux origines du développement soutenable, fondé sur le risque, d'une part nous avons élaboré un cadre d'analyse de la soutenabilité sociale qui se conçoit pour elle-même, et va au-delà des interactions entre la dimension sociale et les autres dimensions du développement soutenable. D'autre part, nous prolongeons les enjeux de politiques publiques en soulignant les synergies entre trois caractéristiques de la politique publique : la redistribution, la protection sociale et la précaution sociale. Tenir compte de la dimension sociale comme une dimension à part entière ouvre ainsi une redéfinition des politiques favorables au développement soutenable.

## RÉFÉRENCES

- ADAMCZEWSKI, A., HERTZOG, T. et B. LALLAU. 2011. "Quels acteurs pour un développement socialement soutenable autour du lac Horo (Nord Mali) ?" *Mondes en développement* 2011/4 (156) : 59-72.
- ADAMS, Jr. & H. RICHARD. 2004. "Economic Growth, Inequality and Poverty : Estimating the Growth Elasticity of Poverty." *World Development* 32 (12) : 1989-2014.
- AYRES, R., VAN DEN BERRGH, J. & J. GOWDY. 2001. "Strong versus Weak Sustainability : Economics, Natural Sciences, and Consilience." *Environmental Ethics* 23 (2) : 155-68.
- BALCOMBE, P., RIGBY, D. & A. AZAPAGIC. 2013. "Motivations and Barriers Associated with Adopting Microgeneration Energy Technologies in the UK." *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 22 (June) : 655-66.
- BALLET, J., BAZIN, D. & D. TOUHARI. 2004. "Environmental Responsibility Versus Taxation." *Ecological Economics* 49 (2) : 129-34.
- BALLET, J., BAZIN, D., DUBOIS, J.-L. & F.-R. MAHIEU. 2013. *Freedom, Responsibility and Economics of the Person*. London : Routledge.
- BALLET, J., DUBOIS, J.-L. et F.-R. MAHIEU. 2005. *L'autre développement. Le développement socialement soutenable*. Paris, L'Harmattan.
- . 2011. "La soutenabilité sociale du développement durable : de l'omission à l'émergence." *Mondes en développement* 4 (156) : 89-110.
- BALLET, J., SIRVEN, N. & M. REQUIERS-DESJARDINS. 2007. "Social Capital and Natural Resource Management : A Critical Perspective." *The Journal of Environment & Development* 16 (4) : 355-74.
- BALLET, J., BAZIN, D., LIOUI, A. & D. TOUHARI. 2007. "Green Taxation and Individual Responsibility." *Ecological Economics* 63(4) : 732-9.
- BARDHAN, P. K. 1995. "Research on Poverty and Development Twenty Years after Redistribution with Growth." In Annual World Bank Conference on Development Economics (Michael Bruno and Boris Pleskovic), 59-72. Washington DC : World Bank.
- BARRETT, Ch. B., CARTER, M., IKEGAMI, M. & S. JANZEN. 2016. "Poverty Traps and Social Protection Paradox." *NBER Working Paper Series* 22714 : 1-32.
- BARRIOS, S., BERTINELLI, L. & E. STROBL. 2006. "Climatic Change and Rural–Urban Migration : The Case of Sub-Saharan Africa." *Journal of Urban Economics* 60 (3) : 357-71.
- BAZIN D. 2019. *Justice Environnementale : Vers de nouvelles injustices sociales ?* Paris : L'Harmattan.
- BECK, U. 1992. *Risk Society : Towards a New Modernity*. London : Sage.
- . 2005. *Power in the Global Age : A New Global Political Economy*. Cambridge : Polity Press.
- BECKERMAN, W. 1995. "How Would you Like your 'Sustainability', Sir ? Weak or Strong ? A Reply to my Critics." *Environmental Values* 4 (2) : 167-79.
- BEINE, M. & Ch. PARSONS. 2014. "Climatic Factors as Determinants of International Migration." *The Scandinavian Journal of Economics* 117 (2) : 723-67.
- BERGANDI D. et P. BLANDIN. 2012. "De la protection de la nature au développement durable : Genèse d'un oxymore éthique et politique." *Revue d'histoire des sciences* 1 (65) : 103-42.
- BHATTI, M. & A. DIXON. 2003. "Special Focus : Housing, Environment and Sustainability-Introduction." *Housing Studies* 18 (4) : 501-4.
- BOSTRÖM, M. 2012. "A Missing Pillar ? Challenges in Theorizing and Practicing Social Sustainability : Introduction to the Special Issue." *Sustainability : Science, Practice and Policy* 8 (1) : 3-14.

- BOURDEAU-LEPAGE, L. et L. KEBIR. 2010. "Une interview de René Passet." *Géographie, économie, société* 12 (2010/4) : 437-47. <https://www.cairn.info/revue-geographie-economie-societe-2010-4-page-437.htm>.
- BOURGUIGNON, F. 2004. *The Poverty-Growth-Inequality Triangle*, Working paper, 28102 : 1-25, February. Washington DC, World Bank.
- BOWLES, S. 2016. *The Moral Economy : Why Good Incentives Are no Substitute for Good Citizens*. New Haven : Yale University Press.
- BRULLE, R. J. & D. N. PELLOW. 2006. "Environmental Justice : Human Health and Environmental Inequalities." *Annual Review of Public Health* 27 : 103-24.
- BURNINGHAM, K. & D. THRUSH. 2003. "Experiencing Environmental Inequality : the Everyday Concerns of Disadvantaged Groups." *Housing Studies* 18 (4) : 517-36.
- CLARK, M. 2005. "The Compact City : European Ideal, Global Fix or Myth ?" *Global Built Environment Review* 4 (3) : 1-11.
- COHEN, I., SÁNCHEZ, S., ÚRSULA, O., PADILLA, G. D., PAREDES, J. C., INZUNZA IBARRA, M. A., LÓPEZ, R. L. & J. V. DÍAZ. 2013. "Forced Migration, Climate Change, Mitigation and Adaptive Policies in Mexico : Some Functional Relationships." *International Migration* 51 (4) : 53-72.
- COLE, L. W. & S. R. FOSTER. 2001. *From the Ground Up : Environmental Racism and the Rise of the Environmental Justice Movement*. New York : NYU Press.
- COLLETTA, N. J., LIM, T. G. & A. KELLES-VIITANEN. 2001. *Social Cohesion and Conflict Prevention in Asia : Managing Diversity Through Development*. Washington, DC : World Bank.
- CORCUFF, Ph. 2002. *La société de verre : pour une éthique de la fragilité*. Paris : Armand Colin.
- CRABTREE, L. 2006. "Sustainability Begins at Home ? An Ecological Exploration of Sub/Urban Australian Community-Focused Housing Initiatives." *Geoforum* 37 (4) : 519-35.
- CUTTER, S. L., BORUFF, B. J. et W. L. SHIRLEY. 2003. "Social Vulnerability to Environmental Hazards." *Social Science Quarterly* 84 (2) : 242-61.
- DALY, H. E. 1996. *Beyond Growth : The Economics of Sustainable Development*. Boston, Beacon Press.
- DALY, H. E. & J. FARLEY. 2010. *Ecological Economics : Principles and Applications*, 2nd edition. Washington D.C. : Island Press.
- DAVIDSON, M. 2009. "Social Sustainability : A Potential for Politics ?" *Local Environment* 14 (7) : 607-19.
- DAVIES, M., BÉNÉ, Ch., ARNALL, A., TANNER, Th., NEWSHAM, A. & C. COIROLO. 2013. "Promoting Resilient Livelihoods Through Adaptive Social Protection : Lessons from 124 Programmes in South Asia." *Development Policy Review* 31 (1) : 27-58.
- DE BRIGARD, F. 2010. "If You Like It, Does It Matter If It's Real ?" *Philosophical Psychology* 23 (1) : 43-57.
- DORWARD, A., KYDD, J., MORRISON, J. & I. UREY. 2004. "A Policy Agenda for Pro-Poor Agricultural Growth." *World Development* 32 (1) : 73-89.
- EGBUE, O. E. & S. LONG. 2012. "Barriers to Widespread Adoption of Electric Vehicles : An Analysis of Consumer Attitudes and Perceptions." *Energy Policy* 48 : 717-29.
- EIZENBERG, E. & Y. JABAREEN. 2017. "Social Sustainability : A New Conceptual Framework." *Sustainability* 9 (1) : 1-16.
- ESKELAND, G. S. & T. FEYZIOGLU. 1997. "Rationing Can Backfire : The 'Day Without a Car' in Mexico City." *The World Bank Economic Review* 11 (3) : 383-408.
- FIGUIERE, C., BOIDIN, B. et A. DIEMER. 2018. *Économie politique du développement durable*, Préface de G. Frogier, postface de P.-Y. Longaretti. 2<sup>e</sup> édition. Louvain La Neuve : De Boeck Supérieur,

- FISZBEIN, A., KANBUR, R. & R. YEMITSOV. 2014. "Social Protection and Poverty Reduction : Global Patterns and Some Targets." *World Development* 61 (September) : 167-77.
- FREUDENBURG, W. R. & R. GRAMLING. 1994. "Natural Resources and Rural Poverty : A Closer Look." *Society & Natural Resources* 7 (1) : 5-22.
- FREY, B. S. 1994. "How Intrinsic Motivation is Crowded Out and In." *Rationality and Society* 6 (3) : 334-52.
- GADENNE, D., SHARMA, B., KERR, D. & T. SMITH. 2011. "The Influence of Consumers' Environmental Beliefs and Attitudes on Energy Saving Behaviours." *Energy Policy* 39 (12) : 7684-94.
- GILMOUR, D., MALLA, Y. & M. NURSE. 2004. *Linkages between Community Forestry and Poverty*. Bangkok : Regional Community Forestry Training Center for Asia and the Pacific, Serial number 0000165, October.
- GRIESSLER, E. & B. LITIG. 2005. "Social Sustainability : A Catchword between Political Pragmatism and Social Theory." *International Journal for Sustainable Development* 8 (1/2) : 65-79.
- GUILLON C. 2019. "Migrants climatiques et réfugiés environnementaux, le nouveau défi du XXI<sup>e</sup> siècle." *Historiens & Géographes* 447 : 75-8.
- JABAREEN, Y. 2008. "A New Conceptual Framework for Sustainable Development." *Environment, Development and Sustainability* 10 (2) : 179-92.
- JEHAN, S. & A. UMANA. 2003. "The Environment-Poverty Nexus." *Development Policy Journal* 3 (20) : 53-70.
- JETIN, B. 2009. "Le développement économique de la Thaïlande est-il socialement soutenable ? " Communication aux 3<sup>e</sup> journées du Développement du GRES : « Les Suds confrontés au développement soutenable ». Université de Montesquieu-Bordeaux IV, Juin, Bordeaux.
- JONAS, H. 1990. *Le Principe Responsabilité : une éthique pour la civilisation technologique*, trad. fr. J. Greisch. Paris : Cerf.
- KAKWANI, N. & E. M. PERNIA. 2000. "What is Pro-Poor Growth ? " *Asian Development Review* 18 (1) : 1-16.
- KRAAY, A. 2006. "When is Growth Pro-Poor ? Evidence from a Panel of Countries." *Journal of Development Economics* 80 (1) : 198-227.
- KYDD, J., DORWARD, A., MORRISON, J. & G. CADISCH. 2004. "Agricultural Development and Pro-Poor Economic Growth in Sub-Saharan Africa : Potential and Policy." *Oxford Development Studies* 32 (1) : 37-57.
- LAUKKONEN, J., BLANCO, PAOLA K., LENHART, J., KEINER, M., CAVRIC, B. & C. KINUTHIA-NJENGA. 2009. "Combining Climate Change Adaptation and Mitigation Measures at the Local Level." *Habitat international* 33 (3) : 287-92.
- LEHTONEN, M. 2004. "The Environmental-Social Interface of Sustainable Development : Capabilities, Social Capital, Institutions." *Ecological Economics* 49 (2) : 199-214.
- LIPTON, M. & M. RAVALLION. 1995. "Poverty and Policy." In *Handbook of Development Economics*, vol. 3, part B, edited by J. R. Behrman et T. N. Srinivasan, 2551-657. New York : Elsevier.
- LOCKE, H., & Ph. DEARDEN. 2005. "Rethinking Protected Area Categories and the New Paradigm." *Environmental Conservation* 32 (1) : 1-10.
- LUTHRA, S., KUMAR, S., GARG, D. & A. HALEEM. 2015. "Barriers to Renewable/Sustainable Energy Technologies Adoption : Indian Perspective." *Renewable and Sustainable Energy Reviews* 41 : 762-76.
- MCLEMAN, R. & B. SMIT. 2006. "Migration As an Adaptation to Climate Change." *Climatic Change* 76 (1-2) : 31-53.

- MEADOWS, D. 2013. « Il est trop tard pour le développement durable. » In *Penser la décroissance*, édité par A. Sinaï, 195-210. Paris : Presses de Sciences Po.
- MEADOWS, D. H., MEADOWS, D. L., RANDERS, J. & W. BEHRENS. 1972. *The Limits to growth : A Report for the Club of Rome's Project on the Predicament of Mankind*. New York : Universe Books.
- MEARNS, R. & A. NORTON. 2010. *Social Dimensions of Climate Change : Equity and Vulnerability in a Warming World*. Washington : The World Bank.
- MICKLIN, Ph. 2007. "The Aral Sea Disaster." *Annual Review of Earth and Planetary Sciences* 35 : 47-72.
- MOHAI, P., PELLOW, D. & J. T. ROBERTS. 2009. "Environmental Justice." *Annual Review of Environment and Resources* 34 : 405-30.
- MURPHY, K. 2012. "The Social Pillar of Sustainable Development : A Literature Review and Framework for Policy Analysis." *Sustainability : Science, Practice and Policy* 8 (1) : 15-29.
- NEUMAN, W. 2006. "It's Getting Easier to be Green." *The New York Times*. August 13th.
- NEUMAYER, E. 2003. *Weak versus Strong Sustainability : Exploring the Limits of Two Opposing Paradigms*. Cheltenham : Edward Elgar Publishing.
- NOMURA, N. & M. AKAI. 2004. "Willingness to Pay for Green Electricity in Japan as Estimated Through Contingent Valuation Method." *Applied Energy* 78 (4) : 453-63.
- NORD, M. 1994. "Natural Resources and Persistent Rural Poverty : In Search of the Nexus." *Society & Natural Resources* 7 (3) : 205-20.
- . 2009. "Does It Cost Less to Live in Rural Areas ? Evidence from New Data on Food Security and Hunger." *Rural Sociology* 65 (1) : 104-25.
- NOYES, P. D., McELWEE, M. K., MILLER, H. D., CLARK, B. W., VAN TIEM, L. A., WALCOTT, K. C., ERWIN, K. N. & E. D. LEVIN. 2009. "The Toxicology of Climate Change : Environmental Contaminants in a Warming World." *Environment International* 35 (6) : 971-86.
- O'RIORDAN, T. 2013. *Interpreting the Precautionary Principle*. London : Routledge.
- OUEDRAOGO, B., & S. FERRARI. 2015. "Incidence of Forest Activities on Poverty and Income Inequalities : Evidence from Forest Dependent Households in Managed forests' Areas in Burkina Faso." *International Journal of Sustainable Development* 18 (3) : 143-60.
- OZAKI, R. 2011. "Adopting Sustainable Innovation : What Makes Consumers Sign Up to Green Electricity ?" *Business Strategy and the Environment* 20 (1) : 1-17.
- PASSET, R. 1996. *L'économie et le vivant*, 2<sup>e</sup> édition. Paris : Économica.
- PASTOR, M., SADD, J. & J. HIPP. 2001. "Which Came First ? Toxic Facilities, Minority Move In, and Environmental Justice." *Journal of Urban Affairs* 23 (1) : 1-21.
- PELLOW, D. N. 2000. "Environmental Inequality Formation : Toward a Theory of Environmental Injustice." *American Behavioral Scientist* 43 (4) : 581-601.
- PELUSO, L. N., HUMPHREY, C. R., & L. P. FORTMANN. 1994. "The Rock, the Beach, and the Tidal Pool : People and Poverty in Natural Resource Dependent Areas." *Society & Natural Resources* 7 (1) : 23-38.
- PERROUX, F. 1961. *L'économie du XX<sup>e</sup> siècle*. Paris : Puf.
- PONTHIEUX, S. 2006. *Le capital social*. Paris : La Découverte.
- PORTES, A. & E. VICKSTROM. 2011. "Diversity, Social Capital, and Cohesion." *Annual Review of Sociology* 37 : 461-79.
- PRETTY, J. 2003. "Social Capital and the Collective Management of Resources." *Science* 302 (5652) : 1912-14.
- RALEIGH, C. & H. URDAL. 2007. "Climate Change, Environmental Degradation and Armed Conflict." *Political Geography* 26 (6) : 674-94.

- RANCI, C. 2009. *Social Vulnerability in Europe : The New Configuration of Social Risks*. New York : Palgrave MacMillan.
- RAVALLION, M. 2013. "The Idea of Antipoverty Policy." NBER Working Paper Series 19210.
- REDFORD, K. H. & S. E. SANDERSON. 2000. "Extracting Humans from Nature." *Conservation Biology* 14 (5) : 1362-4.
- REUVENY, R. 2007. "Climate Change-Induced Migration and Violent Conflict." *Political Geography* 26 (6) : 656-73.
- ROBINSON, J. 2004. "Squaring the Circle? Some Thoughts on the Idea of Sustainable Development." *Ecological Economics* 48 (4) : 369-84.
- ROE, B., TEISL, M. F., LEVY, A. & M. RUSSELL. 2001. "US Consumers' Willingness to Pay for Green Electricity." *Energy Policy* 29 (11) : 917-25.
- ROEMER, J. & K. SUZUMURA. 2007. *Intergenerational Equity and Sustainability*. London/New York : Palgrave MacMillan.
- SACHS, I. 1999. "Social Sustainability and Whole Development : Exploring the Dimensions of Sustainable Development." In *Sustainability and the Social Sciences : A Cross-Disciplinary Approach to Integrating Environmental Considerations into Theoretical Reorientation*, edited by E. Becker, T. Jahn, 25-36. London : Zed Books.
- . 2012. "Développement et environnement, un indissociable binôme." *Vraiment durable* 2012/2 (2) : 17-31.
- SCARPA, R. & K. WILLIS. 2010. "Willingness-to-Pay for Renewable Energy : Primary and Discretionary Choice of British Households' for Micro-Generation Technologies." *Energy Economics* 32 (1) : 129-36.
- SCHERR, S. J. 2000. "A Downward Spiral? Research Evidence on the Relationship between Poverty and Natural Resource Degradation?". *Food Policy* 25 (4) : 479-98.
- SCHLOSBERG, D. 2007. *Defining Environmental Justice : Theories, Movements, and Nature*. Oxford : Oxford University Press.
- SMALL, I. & N. BUNCE. 2003. "The Aral Sea Disaster and the Disaster of International Assistance." *Journal of International Affairs* 56 (2) : 58-73.
- STEIN, A. A. 1976. "Conflict and Cohesion : A Review of the Literature." *Journal of Conflict Resolution* 20 (1) : 143-72.
- STERNER, Th. & J. CORIA. 2013. *Policy Instruments for Environmental and Natural Resource Management*, 2nd edition. New York : Routledge.
- SUNSTEIN, C. R. 2005. *Laws of Fear : Beyond the Precautionary Principle*. Cambridge (Mass.) : Cambridge University Press.
- THOMAS, D. S., PHILLIPS, B. D., LOVEKAMP, W. E. & A. FOTHERGILL. 2013. *Social Vulnerability to Disasters*. Boca Raton : CRC Press.
- URDAL, H. 2005. "People vs. Malthus : Population Pressure, Environmental Degradation, and Armed Conflict Revisited." *Journal of Peace Research* 42 (4) : 417-34.
- VALLANCE, S., PERKINS, H. C. & J. E. DIXON. 2011. "What is Social Sustainability? A Clarification of Concepts." *Geoforum* 42 (3) : 342-8.
- VATN, A. 2009. "An Institutional Analysis of Methods for Environmental Appraisal." *Ecological Economics* 68 (8-9) : 2207-15.
- VOJNOVIC, I. & J. T. DARTEN. 2013. "Class/Racial Conflict, Intolerance, and Distortions in Urban Form : Lessons for Sustainability from the Detroit Region." *Ecological Economics* 96 (December) : 88-98.

- WCED (WORLD COMMISSION ON ENVIRONMENT AND DEVELOPMENT). 1987. « *Our Common Future* ». *Report of the World Commission on Environment and Development*. Oxford : Oxford University Press.
- WEF (WORLD ECONOMIC FORUM). 2018. *The Global Risks*, 13th edition.
- YASMI, Y., SCHANZ, H. & A. SALIM. 2006. "Manifestation of Conflict Escalation in Natural Resource Management." *Environmental Science & Policy* 9 (6) : 538-46.
- YOO, S.-H. & S.-Y. KWAK. 2009. "Willingness to Pay for Green Electricity in Korea : A Contingent Valuation Study" *Energy Policy* 37 (12) : 5408-16.
- ZHANG, X., PLATTEN, A. & L. SHEN. 2011. "Green Property Development Practice in China : Costs and Barriers." *Building and Environment* 46 (11) : 2153-60.